
Le mois

Sans-papiers : un infini désespoir

JOËLLE KWASCHIN

L'enfant prend une pomme, deux coups de dent, la jette. « Est-ce que tu sais que, dans le tiers-monde, des petits enfants meurent de faim ?, demande sentencieusement la mère. Lave-la et termine-la. »

Quarante-cinq jours de grève de la faim, un titre de séjour de trois mois, sans droit à un permis de travail ; cinquante-six jours de jeûne, un titre de séjour d'une durée minimale de neuf mois et un permis de travail C. Le courage est manifestement payant : plus longtemps on met sa vie en péril, plus longue sera la durée de régularisation provisoire. Dire que certains se plaignent de ce que cela fait des mois que la ministre Turtelboom promet une circulaire établissant des critères objectifs. La nécessité ne s'en fait plus sentir puisque les sans-papiers ont déjà obtenu un « tarif » du ministre de l'Intérieur : tant de jours de jeûne signifie tant de jours de régularisation, étant bien entendu que le compteur ne commence à sérieusement tourner qu'au trentième jour de grève de la faim. En dessous de ça, c'est franchement à la portée du premier venu ; les pauvres doivent être méritants. Les sans-papiers de l'église Saint Curé d'Ars de Forest qui avaient obtenu trois malheureux mois ont donc à nouveau cessé de s'alimenter. Y aura-t-il une régularisation posthume pour les membres de la famille — parce que si l'incohérence politique se poursuit, les morts ne sauraient tarder ?

La responsabilité du politique

Depuis 2000, des critères de régularisation existent, mais ils sont appliqués sans grande transparence par l'Office des étrangers. Ainsi pour 2006 (derniers chiffres disponibles), sur 11 416 demandes de régularisations humanitaires, il y a eu 5 392 régularisations pour 6 024 refus, soit, compte tenu des familles, un total de 10 207 personnes régularisées, nombre à peu près équivalent au nombre de demandes d'asile. La circulaire de la ministre de la Politique de la migration et de l'asile, promise dans l'accord de gouvernement, vise justement l'objectivation de ces critères, même si l'on peut discuter le nombre de points attribués à chaque critère et leur répartition. L'Open VLD et le CD&V, d'un côté, et le CDH et le PS, de l'autre, divergent quant à l'exigence d'une durée minimale de séjour légal, ce qui bloque la sortie du texte.

En attendant, l'Office des étrangers suspend l'examen de la plupart des dossiers en attendant la circulaire, laissant jouer à plein l'arbitraire ministériel qui pousse les sans-papiers à prolonger des grèves de la faim, entamer des grèves de la soif, grimper au sommet d'une grue, se mutiler. Certes, la plupart de ces personnes ont été déboutées de la procédure d'asile de la convention de Genève de 1951, du statut subsidiaire introduit dans le droit belge en 2006 en application d'une directive européenne et elles n'entraient pas dans les critères de régularisation, mais le désespoir qui les pousse à risquer

leur vie devrait au moins conduire les autorités à s'interroger.

Mesure-t-on bien ce que cela signifie, préférer mourir en Belgique qu'en Iran? La ministre Turtelboom, avec beaucoup de mauvaise foi, stigmatise la responsabilité qu'endosseraient les communes et les associations de soutien aux grévistes et, du même coup, en exonère le fédéral. Pense-t-elle vraiment que ce soutien humanitaire peut amener quelqu'un à prendre une décision aux conséquences aussi graves? En réalité, le facteur déclenchant est le miroir aux alouettes qui piège les sans-papiers en leur laissant espérer une régularisation à l'usure, ersatz qui tient lieu de politique.

Sortir de l'impasse

Au-delà de ces régulations erratiques et provisoires dont on ne sait sur quelle décision finale elles déboucheront, il faut élaborer, dans un cadre européen, une véritable politique migratoire, qui entrouvre la porte de la forteresse Europe à une immigration limitée. Cela pourrait se faire par quotas établis par tirage au sort, solution qui a l'avantage de ne pas être à usage exclusif du marché de l'emploi intérieur et, surtout, éviterait que l'asile soit abusivement utilisé comme guichet unique de l'entrée sur le territoire. Il faut défendre une interprétation large de la convention de Genève et non l'application étriquée qui prévaut trop souvent ces dernières années et dont l'objet semble être de faire du chiffre et d'alimenter les statistiques de refus du statut de réfugié. Enfin, instaurer une commission permanente de régularisation composée d'un magistrat, d'un représentant de l'administration et d'un membre de la société civile, chargée de trancher au cas par cas, sur la base d'un examen individuel, permettra de régler les situations de personnes n'entrant dans aucune des catégories légales.

L'enfant reprend la pomme, ne laisse que le trognon, « Maman, est-ce que les enfants du tiers-monde n'ont plus faim maintenant? ».

Et avec les régularisations et une véritable politique migratoire, les pauvres cesseront-ils de l'être? Non. Et c'est la raison pour laquelle le désespoir sera sans fin. Quels que soient les critères adoptés, si larges soient-ils, des personnes seront toujours en dehors: c'est le principe même des critères. À moins que l'on ne préconise une ouverture totale des frontières, solution peu réaliste, il y aura toujours des personnes qui devront rentrer dans leur pays d'origine. Deux impératifs se heurtent ici: la souveraineté nationale et les droits de l'homme. Si, comme le dit Marcel Gauchet, « les droits de l'homme ne sont pas une politique », ils peuvent cependant la fonder. Le gouvernement s'est enfermé dans une situation de « *double bind* », de double contrainte: soit il régularise à la va-comme-jete-pousse, créant un effet d'aspiration criminel, soit il tient bon et attend le premier mort. Le 10 décembre de cette année, on célébrera, sans doute avec beaucoup de pompe, le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Plus modestement, il faut sortir de cette double contrainte en prenant comme impératif catégorique les exigences des droits de l'homme et les concilier au mieux avec une politique d'immigration et d'asile qui ne soit pas qu'une gestion de « flux » et de « stocks ».

Merci à Annie Van Laer - Cobbaut pour l'histoire de la pomme.

Charleroi: le bout du tunnel se fait désirer

LUC DELVAL

Rarement page aura été aussi difficile à tourner que celle des « affaires » qui ont secoué Charleroi depuis trois ans. Non seulement parce qu'elles ont laissé des traces très profondes dans la vie de la cité, qui s'est retrouvée dotée d'une administration décapitée par les inculpations en cascade de la plupart de ses fonctionnaires dirigeants, et pratiquement paralysée dès lors que la consigne était désormais de respecter la loi à

la lettre dans la passation des marchés publics, mais aussi parce que, pourrait-on dire, « quand y'en a plus, y'en a encore... ». Difficile, dans un tel contexte, de parler enfin de l'avenir.

Pendant des mois, les journaux ont rapporté mille anecdotes trahissant l'impuissance des échevins de leur ville face à la dégingue générale d'une administration que parfois ils ont ouvertement accusée de sabotage, tant il est vrai que la guérilla entre le « clan Van Cau » — dont les fidèles peuplent bien des services de l'administration — et les « rénovateurs » du PS local n'a pas faibli un instant.

On peut sans doute espérer que la deuxième rentrée des classes après l'installation de la « majorité XXL » ne se déroule pas dans des conditions aussi chaotiques que celle de l'an dernier, où les élèves des écoles communales avaient été contraints de patienter plus de deux mois avant de bénéficier de repas chauds à la cantine, la Ville s'étant montrée incapable de passer à temps le marché *ad hoc* dans les règles. C'est donc à peu près acquis, cette année les locaux seront chauffés, les fournitures scolaires seront là à temps et les chères têtes blondes seront nourries comme il convient, même si le prix des repas scolaires a sensiblement augmenté.

La rénovation des écoles attendra

Pour autant, on n'est pas pleinement rassuré quand on constate qu'il y a quelques semaines la majorité PS-MR-CDH a fait voter au conseil communal une modification budgétaire consacrant, entre autres choses, une réduction de quarante-sept pour cent des dépenses d'investissement dans les bâtiments scolaires, dont bon nombre sont pourtant dans un état de délabrement assez catastrophique. Les travaux d'isolation et de remplacement de systèmes de chauffage antédiluviens sont les premiers concernés par cette coupe budgétaire, ce qui dans le contexte actuel laisse pour le moins perplexe.

De même, c'est en septembre que l'on pourra juger du sérieux des promesses sans cesse réitérées de l'échevin de la Propreté et de l'Environnement, le MR Philippe Sonnet. Il y a quelques mois, celui-ci avait, fort imprudemment, annoncé avec fracas la création d'un « téléphone vert » auquel tout citoyen constatant la présence d'un dépôt d'ordures clandestin était invité à s'adresser pour qu'aussitôt une escouade d'agents communaux débarque pour faire place nette...

Las, si le téléphone fonctionnait, des bataillons de nettoyeurs enthousiastes il ne fut jamais vraiment question, pour la bonne raison que quatre-vingts pour cent des engins motorisés des services concernés sont immobilisés par des problèmes divers et variés. Respecter la loi sur les marchés publics prend du temps (et coûte de l'argent). Mais, ce fut promis plutôt cent fois qu'une : « à partir de septembre, tout ça va s'arranger ».

C'est aussi à partir de septembre que les services de la police, eux aussi privés depuis des mois de la majeure partie de leurs véhicules, devraient recevoir quatre-vingts voitures neuves, l'administration ayant enfin réussi à passer la commande dans le respect de la législation (du moins on l'espère). Ce dossier avait aussi été retardé quelque peu du fait que l'échevine Ingrid Colicis avait failli s'étrangler en constatant que la Ville se préparait à commander une puissante et très luxueuse limousine allemande pour la commissaire en chef Francine Biot.

C'était quelques semaines avant que, en juin dernier, on annonce l'arrestation et la brève incarcération de la même Francine Biot, aujourd'hui inculpée de « corruption passive de fonctionnaire », ce qui n'est certainement pas de nature à redonner confiance aux citoyens de la plus grande ville de Wallonie, d'autant que dans le même temps la juge d'instruction France Baeckeland et la police judiciaire redoublaient d'ardeur, non seulement dans la conduite des enquêtes, mais aussi dans l'art de la mettre en scène pour les médias, avec l'espoir de pouvoir enfin « mouiller » Jean-Claude Van Cauwenberghe.

Van Cau, toujours visé, jamais inculpé

Depuis le début des « affaires », avec les révélations des pratiques des dirigeants de la société d'habitations sociales La Carolorégienne en 2005, l'ancien bourgmestre de Charleroi et ancien ministre-président de la Région wallonne, n'avait jamais été interrogé et, à plus forte raison, inculpé.

S'il est tenu par son parti pour politiquement responsable d'une grande partie du désastre causé par ceux qui s'étaient frayé un chemin jusqu'au pouvoir dans son sillage, et que parfois on gratifiait de l'étiquette de « Van Cau boys », la Justice quant à elle n'a pas trouvé d'élément permettant de l'incriminer personnellement. Et pourtant, s'il est un scalp que plus d'un enquêteur de la police judiciaire aurait aimé accrocher à sa ceinture, c'est bien le sien.

Les dossiers dans lesquels Jean-Claude Van Cauwenberghe était, au minimum, une « cible secondaire » de la PJ n'ont pourtant pas manqué. Ainsi des ennuis judiciaires de son ami Robert Wagner, inculpé de faux et usage de faux, fraude aux subventions publiques et corruption. Ainsi des transactions immobilières entre Van Cau et la famille Wagner concernant une villa à la Côte d'Azur, dans le cadre desquelles l'homme politique a bénéficié d'un « prêt sans intérêts ». Ainsi de l'affaire Immo-Congo, visant cette fois Daniel Lebrun, autre ami de « Van Cau », et concernant l'immeuble de la représentation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa. Ainsi du scandale du fonds de pensions de l'Intercommunale de santé publique carolorégienne (ISPPC) et de la perception de commissions suspectes par une société de conseil que l'on soupçonnait de liens privilégiés avec l'ancien ministre-président...

En juin, la très vieille « affaire » de l'Intercommunale IOS (pour laquelle l'ancien président de la fédération de Charleroi du PS, le député permanent Richard Carlier, fut condamné à dix mois de prison avec sursis) a refait surface, à propos de la disparition d'une somme de cent mille euros que celui qui l'intercommunale (devenue l'IS-

PPC) les réclame prétend avoir remis, de la main à la main, à Jean-Claude Van Cauwenberghe, qui le nie farouchement.

Enfin, c'est en raison de ses relations amicales avec l'entrepreneur Michel Vandezande, celui-là même qui est accusé d'avoir corrompu la commissaire en chef de la police de Charleroi (à propos de la reconstruction d'un commissariat incendié à Marcinelle, dossier dans lequel pourtant elle ne paraît guère avoir eu de pouvoir de décision), que « Van Cau » a vu débarquer chez lui, à son cabinet d'avocat, à son bureau de président des Mutualités socialistes, et à son bureau de parlementaire wallon à Namur non moins de dix-sept enquêteurs. Il s'agissait cette fois de la construction du hall des sports de... Beaumont.

Souvent visé, ouvertement ou non, par les enquêtes, Jean-Claude Van Cauwenberghe n'a toujours, à ce jour, été inculpé dans aucun des innombrables dossiers en cours. Ce qui fait dire à d'aucuns qu'un jour ce sera à la juge d'instruction France Baeckeland et au procureur du Roi Christian De Valkeneer de s'expliquer à propos de leur « acharnement ».

Et pourtant, les projets ne manquent pas

Ce contexte déprimant ne suffit pourtant pas à dissuader certains investisseurs, notamment immobiliers, de s'intéresser à Charleroi, et de concevoir des projets de grande envergure.

Il n'est pas question ici du développement spectaculaire de Brussels South Charleroi Airport (l'aéroport de Gosselies, pour les amis), gavé de crédits publics, qui crée essentiellement des emplois précaires et de médiocre qualité et fonctionne surtout au profit de Ryan Air et au détriment de l'environnement. Le triomphalisme des politiques à propos de cet aéroport laisse pantois à l'heure où le renchérissement durable du coût des produits pétroliers annonce une profonde remise en question du secteur des transports aériens. « Ce ne sont pas des turbulences, ce n'est pas un trou d'air : le transport aérien

traverse une crise majeure », écrit *Le Monde*¹. À Gosselies et au gouvernement wallon, on ne veut manifestement pas en entendre parler et on annonce des extensions des bâtiments de la nouvelle aérogare à peine inaugurée.

C'est dans le centre de la ville, qui a perdu plus de la moitié de sa population au fil des ans, que se préparent des projets ambitieux, voire pharaoniques, comme l'Opération Orchidée² dont le schéma directeur du projet, élaboré par Réservoir A, vient d'être présenté. Il concerne, très extensivement (cinquante-cinq hectares), le site de l'actuel Palais des expositions et devrait permettre de réintégrer la zone verte du Terril des Piges dans le tissu urbain, d'augmenter sensiblement l'offre de logements de qualité (plus de 137 000 mètres carrés), et de doter la ville de nouvelles salles de cinéma (celle du boulevard Tirou vient de fermer définitivement), et des commerces...

D'autres projets, également ambitieux, existent, mais ils ne pourront probablement voir le jour que si, dans un avenir proche, on peut enfin dire que « la page est tournée ». ■

Obama en Europe les ailes du désir

BENOÎT LECHAT

On ignore si le candidat démocrate à la Maison Blanche connaît Wim Wenders et s'il a vu *Les ailes du désir*. Mais en choisissant de prononcer son discours berlinois, le 23 juillet, au pied de la colonne de la Victoire, un monument construit après la guerre de 1870 contre la France de Napoléon III, Barack Obama a fait songer à ces anges, incarnés en 1987 par Bruno Ganz et Otto Sander. Hanté par la nostalgie du réel, aspirant à ne plus être seulement un gardien insensible des humains, le premier rêvait de pouvoir en-

fin ressentir la sensation d'avoir de l'encre sur les doigts après la lecture du journal, de serrer une belle acrobate dans ses bras ou de traverser les murs avec toute la masse de son corps et non plus seulement avec la légèreté d'un ectoplasme... Car que nous a donné à entendre le discours du candidat démocrate, sinon un formidable désir de transformer le rêve, l'utopie en réalité? Sa séduction suprême n'a-t-elle pas consisté dans la simplicité biblique avec laquelle il nous a dit que ce passage était possible, sans avancer de moyens pour l'atteindre en dehors de l'affirmation lancinante d'une sorte de volontarisme cosmopolite? Un peu comme s'il suffisait aux Terriens de regarder ensemble l'objectif avec assez d'intensité pour qu'il se réalise, Barack Obama a dit pas moins de douze fois que « le moment est venu » d'agir pour transformer l'idéal en réalité.

Le besoin d'utopie

Si son discours a ému, ce n'est pas tellement parce qu'il se mettait dans les traces de son illustre prédécesseur John Fitzgerald Kennedy, mais par sa détermination totalement désinhibée à nous présenter comme accessible l'utopie d'un monde pacifié, réuni, où l'égalité des chances deviendrait une réalité pour tous les habitants de la planète, pas seulement pour son père éleveur de chèvres au Kenya, mais aussi pour le réfugié du Darfour ou pour l'enfant du Bangladesh menacé par le réchauffement climatique... Même s'ils s'en défendraient sans doute, les plus lucides, les plus réalistes ou les plus désabusés, tous ceux qui savent depuis tellement longtemps ce que peuvent cacher les discours les plus généreux, ont eu sans doute bien du mal à résister à l'envie d'y croire, ne fût-ce qu'un instant. Est-ce parce que comme le dit Lester Brown, « *there are too many bad news to be pessimistic* » (crise financière, début du pic pétrolier, flambée des matières premières qui détruit les États du tiers-monde...) et que nous comprenons de mieux en mieux que le catastrophisme ne sert

1 « Les compagnies aériennes incapables de résister à l'envolée du prix du pétrole », *Le Monde* du 27 juillet 2008.

2 On trouvera de nombreux détails sur le web : <<http://reservoir.org/news-reservoir.htm>>.

plus à rien à un moment historique où les passages à l'acte s'imposent comme une nécessité absolue? Ou alors, est-ce parce que nous savons bien qu'au fond, la politique a besoin d'être incarnée, représentée par des gens auxquels on a envie de croire, sans pour autant succomber à la tentation de l'homme providentiel? Sans doute, car en venant chercher en Europe à se doter d'une stature internationale, Obama aura non seulement pris le risque de ne pas paraître assez américain aux yeux des électeurs Wasp (White Anglo-Saxon Protestants) indécis, mais il aura aussi écrasé de son aura les pâles leaders européens qui, de Brown à Sarkozy, sont incapables d'inspirer la moindre confiance dans la capacité du politique à nous projeter dans un avenir partagé.

La colère de Habermas

C'est que notre envie de « croire » en Obama est sans doute inversement proportionnelle à la morosité dans laquelle la construction européenne est embourbée, au moins depuis le rejet français du Traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas, et plus récemment depuis le « non » des Irlandais au traité de Lisbonne. Ce n'est pas seulement un problème d'incarnation.

Le philosophe allemand Jürgen Habermas a tiré prétexte du « non » irlandais pour lancer une charge d'une virulence peu commune contre les dirigeants européens. Dans une Carte blanche, publiée le 16 mai dans les colonnes du *Süddeutsche Zeitung*, il a non sans ironie rendu hommage aux Irlandais qui, selon lui, ont bien senti le paternalisme de dirigeants les invitant à ratifier un texte à la réalisation duquel ils n'avaient pas été associés. Mais il a surtout relancé l'idée d'une Union européenne à géométrie variable. La prochaine campagne pour les élections européennes doit, plaide le philosophe, permettre de reprendre le débat sur les finalités de la construction européenne. Elle doit surtout être couplée avec un référendum sur le projet européen.

Un noyau dur européen

Le philosophe ne précise pas la question qui devrait être posée aux citoyens européens, mais il estime que les États qui y auraient répondu positivement pourraient se lancer dans une coopération beaucoup plus étroite sur le plan des politiques extérieure, économique et sociale. Ceux qui refuseraient se verraient proposer un traité de coopération les déchargeant de l'obligation de collaborer dans certaines matières. « Il suffit de voir les princes Brown, Sarkozy et Merkel faire séparément antichambre chez George W. Bush pour comprendre que l'Europe s'est retirée de la scène mondiale », tempête Habermas, pour qui la faiblesse de l'Union européenne s'explique par le fait que les gouvernements ne veulent pas assumer leur désaccord fondamental sur les finalités de l'Union. Pourtant, les défis du changement climatique, l'accroissement des écarts entre riches et pauvres, la crise des matières premières impliquent un renforcement urgent du poids politique de l'Europe. Mais le problème des dirigeants européens est aussi d'avouer que le credo de l'ouverture des marchés montre ses limites. « Désormais les succès de la dynamique économique sont de plus en plus perçus comme un jeu à somme nulle. Dans toutes les sociétés, il y a de plus en plus de perdants. » Il revient donc aux politiques de rendre des perspectives plutôt que d'expliquer la versatilité des opinions par la montée des peurs sociales.

Une politique du « nous »

Dans la foulée de ce que nous dit Habermas, on estimera qu'un tel projet requiert de la part des politiques une certaine prise de risques, celui notamment de passer d'une politique du « je » à une politique du « nous ». Un peu comme en Belgique, où le système de négociation a atteint ses limites et où les plombiers ne peuvent plus se contenter de servir les seuls intérêts de leur Communauté ou de leur parti, l'Europe a besoin de dirigeants capables d'incarner non seulement la force du compromis, mais aussi de

prendre suffisamment de liberté par rapport au présent pour nous projeter dans un futur souhaitable. Cela implique d'oser reformuler l'idéal, de le re-présenter comme possible. Qu'il soit un jour ou non président des États-Unis, Barack Obama nous aura au moins rappelé qu'à force de ressasser nos déceptions, nous finissons par ne plus voir l'objectif et par dégoûter de notre réel jusqu'à nos anges gardiens qui rêvent encore de le rejoindre. ■

10 août 2008

Allemagne les yeux braqués sur la Hesse

BENOÎT LECHAT

Depuis le 26 janvier 2008, toute l'Allemagne suit avec une attention croissante le feuilleton politique qui se déroule dans le Land de Hesse. Plus de huit mois après le scrutin régional, le perdant des élections, le chrétien-démocrate conservateur Roland Koch, est toujours ministre-président de cet État du centre de l'Allemagne. La gagnante, la sociale-démocrate Andrea Ypsilanti, n'est pas encore parvenue à y former une coalition alternative. Pourtant, différents scénarios étaient mathématiquement possibles. La piste d'une grande coalition réunissant le SPD et la CDU, comme au niveau fédéral, a été rapidement exclue. La personnalité de Roland Koch et ses options politiques carrément de droite conservatrice ne le permettaient pas. Les libéraux du FDP rejetèrent ensuite une alliance avec le SPD et les Verts, pour ne pas effrayer un électorat résolument à droite sur le plan économique. Restait et reste encore la piste rouge-rouge-vert, soit l'alliance des sociaux-démocrates, des Verts et de Die Linke, le nouveau trouble-fête de la politique allemande depuis sa percée aux élections fédérales anticipées du 18 septembre 2005.

Le choix d'Andrea

Le problème, c'est que toute la social-démocratie allemande a les yeux rivés sur Andrea Ypsilanti. À Hambourg, il se dit que si le SPD a été privé de sa victoire aux élections régionales, c'est par la faute d'une déclaration du président fédéral du SPD Kurt Beck, effectuée à l'avant-veille du scrutin, en faveur de la conclusion d'une telle alliance dite de gauche en Hesse. Résultat, dans la ville hanséatique, le succès moins important qu'annoncé du SPD a ouvert la porte à la première coalition régionale « noir-vert » entre chrétiens démocrates et verts. Échaudés par cette expérience et bien qu'ils se défendent de toute immixtion dans le choix de sa représentante hessoise, les responsables fédéraux du SPD redoutent qu'une annonce trop rapide d'une alliance avec Die Linke n'effraie certains électeurs bavarois du SPD. Le 28 septembre, la Bavière est en effet appelée à renouveler son parlement régional, et les sociaux-démocrates ne souhaitent pas que les chrétiens conservateurs de la CSU, qui pourraient pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre perdre leur majorité absolue, puissent tirer argument d'un rapprochement avec les héritiers des communistes de la RDA.

Die Linke, le trouble-fête

Le choix d'Andrea Ypsilanti pourrait toutefois être facilité par la décision (à confirmer) des représentants hessois de Die Linke de soutenir de l'extérieur (sans participation gouvernementale) un gouvernement rouge-vert. Le coup serait habile parce qu'il donnerait une image un peu plus sage des « linkistes » hessois. Ceux-ci apparaissent en effet jusqu'ici comme très peu fréquentables. Il y a un an, il avait ainsi fallu toute l'insistance des instances fédérales du parti pour que l'ancien chef de file local, un certain Pit Metz, soit débarqué après qu'il eut publiquement déclaré que ce que faisaient les soldats allemands en Afghanistan était plus grave que les tirs des gardes-frontières de l'ancienne RDA contre les personnes tentant de franchir le Rideau de fer.

Un curieux mélange

Né de l'alliance en 2005 des anciens communistes du PDS — présents uniquement dans l'ex-Allemagne de l'Est — et de la Wasg (Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit, l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale) emmenée par l'ancien social-démocrate Oskar Lafontaine, Die Linke est en train de chambouler le paysage politique allemand. Après son succès aux élections fédérales de 2005 (8,7 %), le parti a fait son entrée dans quatre parlements régionaux à la faveur d'élections régionales. Il représente un vrai cauchemar pour le SPD, le plus vieux des partis sociaux-démocrates d'Europe, qu'il prive d'une partie croissante de son électorat. Récemment, la presse allemande a fait ses gros titres du passage d'une section complète de cinq cents chauffeurs de bus de la région de Sarrebrück du SPD à Die Linke. Il est vrai que la Sarre est la région dont a été ministre-président Oskar Lafontaine, qui fut également président du parti, et ministre des Finances sous le gouvernement Schröder, qu'il quitta avec fracas en 1999. Le parti qui a grandi avec la contestation contre les réformes sociales entamées par le gouvernement rouge-vert, mêle le fond stalinien et communiste de l'ancien SED, un peu de trotskysme ouest-allemand et une tendance plus moderne et émancipatrice portée notamment par une nouvelle génération de militants de l'ancien PDS.

La « Kosovo-Lösung »

Cette nouvelle génération est confrontée à l'autoritarisme et au matérialisme brutal d'un Lafontaine, dont la rhétorique ouvertement populiste séduit une frange non négligeable d'un électorat fragilisé par l'évolution de la société allemande, singulièrement chez les hommes peu qualifiés de plus de quarante ans. L'homme qui, s'il faut en croire ses thuriféraires du *Monde diplomatique*, affiche un portrait du pape Benoît XVI dans son bureau du Bundestag est prêt à tout pour obtenir sa revanche sur le

SPD, jusqu'à s'en prendre, en pleine campagne électorale de 2005, aux « travailleurs étrangers » contre lesquels il reviendrait à l'État de protéger les femmes et les pères de famille¹. De telles bassesses et sa hargne anti-SPD font craindre à certains, au sein de Die Linke, une marginalisation durable du parti. Mais d'autres assurent que, dès que Die Linke s'imposera au pouvoir, Lafontaine changera très rapidement de registre pour imposer son style autoritaire et gestionnaire. On peut d'ailleurs constater qu'à Berlin, où Die Linke dirige la ville en alliance avec le SPD, les anciens communistes ont dû appliquer une très classique politique d'austérité dans la fonction publique d'une ville lourdement endettée, ce qui a contribué à les faire régresser très fortement aux élections de 2006.

Pour illustrer la grogne interne au sein de Die Linke, le magazine *Die Zeit* du 30 avril a rapporté la blague qui circule au sein de son groupe parlementaire du Bundestag.

De jeunes assistants de Die Linke se croisent dans un couloir :

- Comment, tu n'es pas en Sarre pour faire campagne pour Lafontaine ?
- Ah non, je ne veux pas qu'il ait encore plus de pouvoir !
- Mais ne t'en fais pas, nous allons en faire le ministre-président de la Sarre et puis nous appliquerons la « solution Kosovo ».
- La solution Kosovo ?
- Mais oui, l'indépendance !

Réformisme ou nostalgie populiste

Le même magazine citait Katina Schubert, une représentante des réformistes au sein du parti qui estime que Die Linke devrait choisir entre une politique émancipatrice moderne et la nos-

¹ « L'État est dans l'obligation d'empêcher que des pères de famille et des femmes deviennent chômeurs parce que des travailleurs étrangers leur volent des postes de travail avec des bas salaires », avait déclaré Lafontaine.

talgie pour l'État social des années septante, celle où la social-démocratie allemande était à son zénith. Il est vrai que la situation économique allemande fait penser à cette période de la fin des Trente glorieuses, mais sans sa dimension sociale. Depuis 2005, l'Allemagne a retrouvé une situation budgétaire et économique florissante qui a tiré vers le haut l'ensemble de la zone euro avant de commencer tout récemment à régresser comme celle-ci.

Un ensemble de causes explique cette évolution, qui se caractérise notamment par une situation très positive des exportations. En juin, l'excédent commercial de l'Allemagne a atteint 19,7 milliards d'euros, pour un total de 103,4 milliards sur l'ensemble du premier semestre, à comparer avec le déficit de 15,8 milliards de la France sur la même période. Cette compétitivité florissante tient à la fois aux réformes du marché du travail du gouvernement Schröder et à l'innovation technologique de l'industrie allemande.

Mais cette croissance a un revers, qui fait le miel de Die Linke. Si le chômage a tellement reculé que la perspective du plein-emploi est déjà une réalité dans certains Länder comme la Bavière, cela s'est fait aussi par une multiplication des travailleurs pauvres. Plus largement, c'est tout le système social allemand qui est mis sous pression parce qu'il ne parvient plus à faire face efficacement aux nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion. Cette évolution a contribué au retour en force du thème de l'allocation universelle, porté sous des formes diverses par des acteurs très différents, qu'ils se situent dans le monde économique libéral ou à gauche, au sein de Die Linke et des Verts. En novembre 2007, la conférence des délégués des Verts n'a rejeté qu'à une courte majorité une proposition d'allocation universelle et a approuvé en contrepartie une motion prônant un renforcement très ambitieux de l'État social, passant notamment par un large accroissement des transferts fiscaux au bénéfice des plus défavorisés.

Qui sera le premier des petits ?

Si le virage à gauche ou vers le centre semble concerner l'ensemble des partis allemands, en ce compris la CDU de la chancelière Angela Merkel, il n'est pas sûr qu'il aboutisse à la mise en place d'une coalition de gauche au lendemain des élections fédérales de 2009. En août 2008, le sondage de la première chaîne de télévision² plaçait en tête la CDU, stable à 36 %, loin devant un SPD à son plus bas niveau depuis le gouvernement Schröder soit à 24 %, devant Die Linke, au sommet à 14 %, bénéficiant directement de l'érosion du SPD ; le FDP et les Verts étant stables à 12 % et 11 %. Fait neuf dans l'histoire politique allemande de l'après-guerre, où il n'y a jamais eu que des bipartites, la future coalition fédérale devrait compter au moins trois partis, à moins que la CDU et le FDP ne puissent former une coalition de droite, qui aurait un profil très libéral sur le plan économique, avec des perspectives de réduction d'impôts très fortes, comme le veut le programme du FDP, ainsi que de nouvelles coupes dans les dépenses publiques pourtant déjà fortement mises sous pression pour ramener le budget allemand dans les marges du pacte de stabilité. Beaucoup de facteurs dépendront des arbitrages internes au parti chrétien-démocrate et aussi du classement des trois « petits » partis. Celui qui sera en tête, dit-on, aura plus de chances d'influencer le profil de la future coalition qui dirigera le pays le plus riche et le plus peuplé de l'Union européenne. L'expérience hessoise devrait également montrer si Die Linke parvient à rejeter ses démons communistes et populistes et à s'assumer comme un vrai parti de gouvernement et de réforme, sans faire basculer ses éventuels alliés du SPD et des Verts dans la minorité et donc dans l'opposition. Le coprésident Lafontaine pourrait bien constituer le plus gros obstacle à la conclusion d'une telle alliance au niveau fédéral. ■

² <www.tageschau.de>.

Eldorado: un trésor de Bouli

SIMON GRENZMANN

Ça se passe dans une Wallonie sans GSM. Le personnage principal, incarné par l'auteur, n'en veut pas. Ça se passe dans une Wallonie dont on ne voit pas les autoroutes, le personnage principal, incarné par l'auteur qui est aussi, dit-on, peintre paysagiste, les évite soigneusement. Il préfère laisser traîner le rauque ronronnement du V8 de sa Chevrolet break, plus longue qu'un corbillard pour géant, au milieu des derniers paysages splendides d'une région qui en a sacré tant et tant.

Cela se passe dans une Wallonie de la solitude et de la connerie ordinaire. Où l'on jette des dobermans du haut des viaducs aux pieds des conducteurs de quads qui déconseillent de venir en aide à son prochain. Parce que ça pourrait attirer des ennuis.

Cela se passe dans un pays où les liens entre les gens sont fragiles. Ils peuvent se créer ou se recréer et puis parfois se rompre, sans que cela soit tout à fait désespérant.

Eldorado, le dernier film de Bouli Laners, cinéaste tardif de La Calamine, nous parle vraiment de chez nous et (notamment) des rapports qui se font et se défont entre les êtres humains et les paysages. Entre les hommes, comme entre les hommes et les paysages. Il nous dit notamment que plus nous sommes connectés (GSM, autoroutes...), moins nous sommes réellement liés. Il nous montre aussi que les paysages sont précieux, car ils forment comme d'immenses trésors d'étrangeté, de mystère, de complicité et peut-être même de quelque chose qui s'appelle le sens. Un sens qu'on n'aurait pas envie de figer, mais de laisser courir entre les gens et leurs histoires, par exemple, le long des façades couvertes d'Eternit de la route qui mène à la gare de Sourbrodt. Où l'on comprend pour quoi le sens d'une vie, cela peut être de partir de quelque part, même quand ce quelque part est très beau.

Eldorado a presque valeur de mise en garde : tourner un vrai *road-movie* en Wallonie sans prendre une seule fois l'autoroute, cela deviendra bientôt impossible si nos primates de l'Aménagement du territoire continuent de massacrer nos paysages avec l'énergie du désespoir de la quête très bête du chaînon (autoroutier) manquant.

À Cerexhe-H.-Beaufays, par exemple, où l'on se dit qu'il faudrait changer le nom de l'Ardenne pour ne jamais risquer de la confondre avec celui qui la honte wallonne advient.

Eldorado n'en parle pas de ces primates-là. Ou alors un peu quand même. Les conducteurs de quads sont là comme les représentants patentes de la connerie pétaradante qui se pavane à Francorchamps et qui veut exploser ce qu'il nous reste de sauvagerie.

Heureusement, celle-ci pourrait bien se reconstituer, comme nous les montrent les bungalows en ruine des Dolimarts, épaves d'un État providence échoué au milieu des épicéas, où après l'orage, la plus grande chaleur humaine est procurée par un demi-clone tout nu d'Alain Delon, aussi épilé que désopilant.

Eldorado a été un succès à Cannes comme en Belgique, et on en est vraiment ravi pour un auteur dont on avait déjà énormément apprécié *Ultranova*¹. Bouli Laners, à la différence des frères Dardenne, ne tire pas son succès de l'esthétisation apolitique et anhistorique du déclin industriel, survenu comme une sorte de catastrophe naturelle. Ses personnages ne sont pas en attente d'une rédemption quasiment religieuse qui absout fort opportunément les autorités subsidiaires de toute responsabilité dans la déglingue collective. *Eldorado* comme *Ultranova* nous racontent, ici et maintenant, de vraies histoires de solidarité et d'indécision, d'échec, de fragilité et de rêve de vie meilleure, bientôt, après les ravages. ■

¹ *La Revue nouvelle*, juin-juillet 2005.

Excuses publiques et larmes de crocodile de Benoît XVI

ALBERT BASTENIER

C'est, paraît-il, une vraie première pour un pontife romain. Et aussi une nouvelle étape dans le redressement de la barre que Benoît XVI entend imposer à son Église : après avoir exprimé sa honte en avril dernier au cours de sa visite aux États-Unis, en juillet à Sydney, lors des Journées mondiales de la jeunesse, le pape a présenté publiquement ses excuses pour les abus sexuels commis par de nombreux prêtres catholiques dans ce pays et, comme on le sait, dans bien d'autres.

Mais on a appris en même temps que, en Australie, les proches des victimes n'ont pas trouvé cette démarche suffisante. Certains l'ont même qualifiée de décevante. Comme on les comprend ! Et sans doute n'en a-t-il pas été autrement en beaucoup d'endroits de par le monde. Car voilà un pontife gothique à souhait, qui dénonce la « dictature du relativisme », voit dans la société contemporaine un « désert spirituel » et estime que « plus une religion s'assimile au monde et plus elle devient superflue », mais qui, à son tour, en vient à sacrifier à ce qui, en politique comme en diplomatie, est déjà devenu une mode et une aimable tradition : demander pardon pour les errements du passé, s'excuser pour les fautes commises et, sans plus, se croire ainsi en ordre à l'égard des exigences de la mémoire. Comme si l'appel à la mémoire avait la moindre vertu novatrice sans que l'on précise à quelle fin on envisage de l'utiliser. Comme si, pour solder les mauvais comptes de l'Église romaine, principale institution gestionnaire de la tradition évangélique, il suffisait de multiplier les processions pénitentielles tout en continuant à refuser toute discussion sérieuse à propos de la situation lamentable du personnel ecclésiastique partout dans le monde.

En fait, dans le cadre de la Rome que Benoît XVI vise à restaurer, cette rhétorique de la repentance ne met-elle pas surtout en lumière cer-

taines orientations particulières de l'actuel pontificat qui, par l'imposition d'une discipline renforcée, espère obtenir ce que ses prédécesseurs s'étaient vainement persuadés d'obtenir en s'en remettant à la puissance de la prière : la fin de ce qu'il est convenu d'appeler la « crise du clergé » ?

Dans l'Église catholique, on parle depuis longtemps de « crise » pour désigner les difficultés de plus en plus perceptibles que connaissent non seulement le recrutement de son personnel pastoral mais aussi la conception de ses tâches. En 1901 déjà, paraissait le premier numéro d'une revue dénommée symptomatiquement *Le recrutement sacerdotal*. Quelques décennies plus tard, en 1932, était publié en France un ouvrage du père Doncœur, *La crise du sacerdoce*. En 1954, Pie XII mettait dramatiquement fin à « l'expérience des prêtres ouvriers » qui, a-t-on dit alors, sacrifiait la doctrine du sacerdoce et le statut du prêtre au nom de l'efficacité. En 1956, la Conférence internationale de sociologie religieuse traitait des « vocations » et s'interrogeait sur « la crise du recrutement sacerdotal ». À la fin des années soixante et dans le sillage des déconvenues qui succédèrent au concile Vatican II apparurent les groupes de « prêtres contestataires » qui donnèrent toute son ampleur à l'« hé-morragie du clergé », c'est-à-dire aux départs volontaires. C'est pourquoi en 1975, dans la revue *Concilium*, R. Laurentin se demandait si « la crise des vocations est une crise de la jeunesse ». Depuis lors, la population des séminaires n'a d'ailleurs fait que s'amenuiser et le clergé en place a connu un vieillissement spectaculaire.

Mais si la notion de crise est tenace dans l'Église catholique, elle ne paraît toutefois y susciter aucun sursaut réflexif lorsque, comme on doit bien le constater, au lieu d'être passagère et circonscrite, elle est devenue durable. En lieu et place d'une interrogation qui permettrait de mieux comprendre les raisons de la situation problématique du personnel ecclésiastique, la baisse de ses effectifs et son vieillissement massif, on préfère rêver à un âge d'or auquel il

faudrait tenter de revenir. Dans la passivité ou l'impuissance intellectuelle d'un catholicisme atone, où rien d'essentiel ne semble se passer en dehors des opérations médiatiques de promotion de la figure papale et des prérogatives qu'elle s'est données au cours des siècles, peu nombreux semblent être ceux qui pensent que, peut-être, la crise du clergé et son impossible dépassement seraient l'un des lieux importants de cristallisation de toutes les contradictions dogmatiques qui tiraillent entre eux les dépositaires en titre de l'héritage évangélique et le point de blocage où vient s'échouer la rencontre ratée de cette « Église de prêtres » avec la société contemporaine. Ainsi, depuis près de cinquante ans au moins, Rome repousse toute tentative de rediscussion sérieuse de sa conception du ministère sacerdotal.

C'est pourquoi la honte et les excuses de Benoît XVI font plutôt penser à des convulsions cérébrales tardives de la part de prélats eux-mêmes touchés par les affres du grand âge et qui, en dernier ressort, jettent leur dévolu sur un sursaut disciplinaire pour venir à bout d'une pathologie qui, par les effets néfastes qu'elle entraîne, déborde aujourd'hui la frontière des soucis propres à ceux qui ont en charge l'encadrement de la vie religieuse. Ils découvrent de cette façon et avec ingénuité que non seulement les troupes s'amenuisent ici, ou sont franchement là en voie d'extinction, mais qu'en outre un grand nombre, parmi celles qui restent, vit dans une solitude spirituelle de toute évidence associée à l'absence d'une perspective de relève.

Aucune considération sérieuse sur la situation actuelle du clergé catholique ne peut plus être formulée sans que les effets de la dégradation de sa situation démographique ne soient sérieusement pris en compte. Car l'épilogue actuel de ladite « crise » est bien de constater que l'on se retrouve en face d'un corps professionnel qui porte de plus en plus les divers stigmates inexorables du vieillissement parce que, pour le dire franchement, il a été abandonné à son sort par ses supérieurs durant trop de décen-

nies. C'est ce contexte principalement qui permet de comprendre la multiplication des cas de prêtres désormais touchés par la dépression, par l'alcoolisme, ou encore par la tentation du suicide dont on parle peu jusqu'ici. Quant à la pédophilie dont on découvre les ravages depuis quelques années, il s'agit d'une pathologie qui existe depuis toujours dans les groupes professionnels s'occupant des jeunes, mais qui ne peut elle-même être dissociée du délabrement moral actuel d'une caste cléricale en plein naufrage. C'est dramatique certes, mais hélas, c'est le résultat de la conduite aveugle et irresponsable d'une hiérarchie coupable. Comment dès lors donnerait-on à croire à qui que ce soit, sinon à ceux qui demeurent compulsivement attachés à l'idée que « le sacerdoce est éternel tel qu'il a été engagé par son divin fondateur », que les excuses de Benoît XVI valent plus que des larmes de crocodile ? ■

La Géorgie à l'heure russe

SILVIA SERRANO

C'est un fait : les Russes occupent une partie du territoire géorgien, contrôlent les principales voies de communication, peuvent à tout moment modifier leurs positions et avancer sur Tbilissi. Ils ne rencontreraient guère de résistance : l'armée géorgienne — ou ce qu'il en reste —, en pleine déroute, est repliée dans ses cantonnements. Le contraste est grand entre la situation sur le terrain et les rodomontades des autorités géorgiennes. Pourquoi rappeler ces évidences ? Non pas pour légitimer l'agression russe et la violence avec laquelle elle s'exprime — celle-ci était malheureusement prévisible par tous —, mais parce qu'il ne faut pas se tromper de priorités. Présenter la Géorgie comme un front d'une nouvelle guerre froide ou encourager la bravade et la surenchère rhétorique, une fois la victoire militaire russe acquise, a des conséquences sur place, qu'il faut savoir mesurer.

Les Russes montrent qu'ils ont les cartes en main, jouent avec les nerfs de la population, soufflent le chaud et le froid, laissent les irréguliers piller les zones occupées et terroriser les civils, promettent de se retirer de Gori, puis entament des mouvements de blindés en direction de Tbilissi ou de Koutaïssi. Ce samedi 16 août, ils sont à une quarantaine de kilomètres de la capitale. Il y a fort à parier qu'ils n'entvisagent pas de se retirer totalement tant que les pourparlers diplomatiques se poursuivent. Les autorités géorgiennes ne font rien pour rassurer la population : elles relayent en direct les informations les plus alarmistes, parfois erronées, au risque de se contredire et de perdre toute crédibilité. La panique a gagné Tbilissi quand, le soir du lundi 11 août, le président géorgien M. Saakachvili a annoncé qu'une colonne de blindés était aux portes de la capitale. En l'espace de quelques minutes, les rues se vidaient, tandis que les voitures cherchaient à fuir vers la Kakhétie, à l'est, jugée plus sûre. On apprit bientôt qu'il s'agissait en réalité de chars géorgiens.

Mais la panique avait déjà atteint l'armée. En quelques heures, après la visite éclair du ministre des Affaires étrangères français B. Kouchner, les soldats géorgiens ont quitté leurs positions au nord de Gori et dans les villages plus proches de l'Ossétie du Sud pour rejoindre Tbilissi. La nuit venue, on les voyait dans les rues de la capitale rentrer chez eux en pick-up ou à pied. En fait, l'armée géorgienne, en dépit de ses équipements dernier cri, livrés par les Américains ou les Israéliens, n'était pas prête à se battre jusqu'au bout. Certes, elle a infligé des pertes importantes aux forces russes en Ossétie du Sud les deux premiers jours de la guerre, et dès vendredi 8 août, les réservistes, appelés, ont pris la route de Gori, rejoints par des volontaires. Amassés dans la ville, sans avoir reçu d'ordres et sans mission précise, parfois sans munitions, ils constituaient une cible idéale pour l'aviation russe, et dès les premiers bombardements, le lende-

Repères chronologiques

1922 : création de la région autonome d'Ossétie du Sud au sein de la République socialiste soviétique (RSS) de Géorgie.

10 novembre 1989 : l'Ossétie du Sud se proclame RSS au sein de la Géorgie ; décision invalidée par le Parlement géorgien. Le 23 novembre, les Géorgiens marchent sur Tskhinvali.

Septembre 1990 : création d'une « République démocratique d'Ossétie du Sud ».

Décembre 1990 : la Géorgie abroge le statut d'autonomie et instaure le blocus de l'Ossétie du Sud.

En janvier 1991 : le conflit armé éclate ; atrocités contre des civils, fuite de dizaines de milliers de réfugiés. En avril 1991, les troupes soviétiques interviennent. En janvier 1992, Tskhinvali organise un référendum pour la sécession et l'intégration de l'Ossétie du Sud à la Fédération de Russie.

Juin 1992 : accord de Dagomys entre le président russe Eltsine et le président géorgien Chevardnadze ; un cessez-le-feu est signé. Des forces géorgiennes, ossètes et russes opèrent sous commandement conjoint. L'OSCE envoie des observateurs.

Dans les faits, l'Ossétie du Sud échappe au contrôle de Tbilissi et organise ses propres élections.

Novembre 1999 : lors du sommet de l'OSCE à Istanbul, la Russie s'engage à démanteler ses quatre bases militaires en Géorgie.

Décembre 2000 : Moscou impose des visas aux Géorgiens pour leur entrée en Russie, seuls citoyens de la CEI à se voir imposer ce régime.

En 2002 : Kokoïty, président élu en 2001, demande à Moscou de reconnaître l'indépendance de la république et de l'intégrer à la Fédération de Russie. Des passeports russes sont distribués à ses habitants.

Novembre 2003 : le renversement de Chevardnadze par une équipe emmenée par Saakachvili et soutenue par des fondations occidentales est vécu comme un camouflet par Moscou.

Août 2004 : le nouveau président géorgien issu de la Révolution des roses, M. Saakachvili, tente de reprendre le contrôle sur l'Ossétie du Sud. Plusieurs dizaines de morts. Le 19 août, un cessez-le-feu est signé.

Janvier 2005 : la Russie approuve avec des réserves le projet de la Géorgie d'accorder une large autonomie à l'Ossétie du Sud si celle-ci renonce à l'indépendance.

Janvier 2006 : chantage gazier.

27 mars 2006 : blocus sur le vin.

Mars 2006 : le président Poutine évoque l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en cas d'application du plan Ahtisaari sur l'indépendance du Kosovo.

Automne 2006 : quatre officiers russes sont arrêtés et expulsés en Russie, une crise politique de grande ampleur se déclenche entre les deux États, et une véritable « chasse aux Géorgiens » s'ensuit en Russie.

Novembre 2006 : un « référendum » est organisé en Ossétie du Sud : 99, 88 % des votants votent pour le statut d'État indépendant reconnu par la communauté internationale. Kokoïty est réélu président.

Dans un scrutin alternatif, Sanakoev, soutenu par le pouvoir géorgien, est « élu » avec 94 % des voix.

Octobre 2007 : échec des négociations entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie, sous l'égide de l'OSCE.

Mars 2008 : en réaction à la demande — infructueuse — d'adhésion de la Géorgie à l'Otan, le Parlement russe exhorte le Kremlin à reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.

16 avril 2008 : le président russe Vladimir Poutine annonce l'établissement de relations directes avec les entités sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. La Géorgie estime qu'il s'agit d'une violation des règlements internationaux.

20-21 avril 2008 : la Géorgie accuse l'aviation russe d'avoir abattu un avion sans pilote géorgien au-dessus de l'Abkhazie. Moscou dément, mais une enquête des Nations unies valide ultérieurement la thèse géorgienne. Tbilissi parle d'« acte d'agression international ». Moscou réplique en accusant la Géorgie d'entretenir délibérément la tension.

6 mai 2008 : Tbilissi prévient que le déploiement des renforts russes rend « très proche » la perspective d'une reprise des hostilités.

main, le commandement militaire a laissé ceux qui n'avaient pas été envoyés dans la zone de conflit rentrer chez eux.

La Géorgie de 2008 n'est pas la Tchétchénie de 1994 : la population n'est pas prête à tout sacrifier pour se défendre de l'agression russe. L'heure n'est plus à la ferveur patriotique. Éprouvés par quinze ans d'instabilité politique et de crise économique, les Géorgiens avaient soif de stabilité et craignaient un conflit qui les ramènerait une décennie en arrière. Ils ne voulaient pas d'une guerre jugée absurde et suicidaire, conscients de la difficulté de s'opposer par les armes à l'avance russe et du prix à payer. L'exemple tchéchéne, trop bien connu dans ce pays frontalier qui a accueilli des milliers de réfugiés en 1999-2000, est d'ailleurs là pour les en dissuader.

D'autant plus incompréhensible apparaît la décision de M. Saakachvili et de ses proches de lancer sur Tskhinvali l'offensive qui a servi de prétexte aux Russes pour attaquer le territoire géorgien. L'improvisation dans laquelle elle semble avoir été prise surprend : avant d'attaquer la ville, l'armée géorgienne n'a pas attendu d'avoir endommagé le tunnel de Roki, par lequel sont passés les tanks russes, les réservistes n'ont été appelés que le lendemain du début des opérations, il n'y avait aucun attroupement militaire géorgien autour de l'Ossétie du Sud. Comment le gouvernement géorgien espérait-il conserver le contrôle de la ville alors que la population ossète dans la très grande majorité rejette toute tutelle géorgienne ? Car c'est bien là l'une des grandes faiblesses de Tbilissi : le problème n'est pas seulement que Moscou soutient les séparatistes abkhazes et ossètes, c'est que les populations locales se refusent à une réintégration dans l'État géorgien. L'histoire récente était là pour le rappeler : déjà à l'été 2004, quand Tbilissi avait mis en cause le *statu quo ante*, c'était en comptant sur le ralliement des Ossètes excédés par la corruption et l'incurie du gouvernement Kokoïty, le président ossète inféodé à Moscou, qui profite

des trafics et des transferts rendus possibles par le statut de sa petite République. L'effet avait été inverse : dès les premières échauffourées, la population avait fait front autour de ce leader pourtant honni. Les leçons n'ont pas été tirées.

On saura peut-être un jour la conjoncture exacte qui a amené M. Saakachvili et son entourage à penser qu'ils pouvaient avancer sur Tskhinvali sans s'attirer les foudres de Moscou, qui n'attendait que l'occasion. Le moins que l'on puisse dire est que c'était là faire preuve d'irresponsabilité. La ligne de conduite de Tbilissi repose depuis la Révolution des roses sur deux piliers : compter sur un soutien inconditionnel des partenaires occidentaux — éventuellement, les « mouiller » pour les contraindre à intervenir —, soigner l'image d'une démocratie en danger. Le gouvernement géorgien a été encouragé par l'absence de critiques claires de sa gestion du pays, y compris quand tous les signaux pointaient une dégradation de la démocratie, et surtout, par l'aide militaire, notamment américaine. Même s'il est peu probable que la Maison Blanche ait donné l'aval à l'offensive de M. Saakachvili, celui-ci a de toute évidence cru que les Américains le protégeraient. Malheureusement, la ligne de conduite n'a pas changé depuis le début des hostilités, en dépit des conséquences catastrophiques qu'elle entraîne. Le gouvernement continua à privilégier la stratégie du « coup », organisant à Tbilissi un meeting-concert le 8 août, alors que les premiers blessés et réfugiés affluaient, puis un grand rassemblement le 12 « pour fêter la victoire » en présence des présidents balte, ukrainien et polonais, tout en se montrant incapable de protéger les populations livrées à l'armée russe et à ses supplétifs à quelques dizaines de kilomètres de là.

Tandis que la confusion règne sur le terrain, les tractations diplomatiques vont désormais bon train, M. Medvedev a signé le 16 août, après M. Saakachvili, l'accord en six points négocié à Moscou par N. Sarkozy, qui prévoit notam-

8 juillet 2008 : des avions de combat russes pénètrent dans l'espace aérien géorgien au-dessus de l'Ossétie du Sud pour, selon Moscou, « refroidir les esprits à Tbilissi ». Deux jours plus tard, la Géorgie rappelle son ambassadeur à Moscou.

4 août 2008 : les séparatistes ossètes affirment que l'artillerie géorgienne a tué au moins six personnes dans des bombardements. Moscou accuse Tbilissi de recours excessif à la force.

Dans la nuit du 7 au 8 août : les troupes géorgiennes entrent en Ossétie du Sud pour reprendre le contrôle de l'entité séparatiste et bombardent Tskhinvali. Le 8, la Russie intervient en Ossétie du Sud, et bombarde Gori, ville géorgienne à l'extérieur de l'entité séparatiste. Saakachvili annonce que les deux pays sont en « état de guerre ». Les bombardements provoquent des dizaines de milliers de réfugiés. Près de 20 000 Ossètes fuient vers l'Ossétie du Nord. Des dizaines de milliers de Géorgiens originaires en particulier de Gori prennent la route de l'exil vers la Géorgie.

10 août 2008 : la Géorgie défaite fait une offre de cessez-le-feu à la Russie après avoir retiré ses forces de Tskhinvali, au terme de trois jours de combat.

11 août 2008 : la Russie lance un ultimatum aux forces géorgiennes stationnées aux abords de l'Abkhazie, sommées de déposer les armes ou d'être attaquées. La Géorgie rejette l'offre. Saakachvili affirme que les Russes veulent renverser son gouvernement et s'emparer des routes énergétiques traversant le Caucase. Moscou repousse une offre de trêve géorgienne.

13 août 2008 : le président Sarkozy présente avec Medvedev un plan de paix en six points qui prévoit, notamment, des négociations internationales pour le statut.

15 août 2008 : Condoleezza Rice se rend à Tbilissi, où Saakachvili signe le cessez-le-feu, tout en reprochant aux Occidentaux de ne pas avoir condamné plus fermement l'agression russe et de ne pas avoir inscrit la Géorgie dans le protocole d'adhésion à l'Otan au sommet de Bucarest en avril. Le 16, Medvedev signe le plan de paix et annonce son retrait des troupes... tandis que ces dernières semblent consolider leur présence dans différents points de Géorgie.

Le 25 août : le Parlement russe vote l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, proclamée par le président russe le 26. La tension dans les déclarations de toutes parts est à son comble.

- Les bilans restent pour le moment confus et contradictoires.
- Côté russe, le ministère des Affaires étrangères a évoqué, dès le 10 août, 1 600 morts dans la population civile en Ossétie du Sud, et Moscou parle de génocide. Ce chiffre est jugé très surévalué par Human Rights Watch, qui fait état le 15 août de 44 morts à Tskhinvali.
- Dans les rangs de l'armée russe, 15 soldats avaient été tués, selon les chiffres officiels, et 70 blessés, au 15 août. De leur côté, les autorités sud-ossètes évoquaient « des milliers de disparus », sans plus de précision.
- Côté géorgien, Tbilissi parle officiellement de 95 morts et d'environ 40 blessés. Quelque 90 % des victimes seraient des civils géorgiens, aux dires de Mikhaïl Saakachvili (le 11 août). De nombreux corps de soldats géorgiens joncheraient le sol d'Ossétie du Sud d'après certaines sources.
- D'après le HCR, le conflit aurait provoqué 100 000 réfugiés.

ment le retrait des troupes russes vers l'Ossétie du Sud. C'est certainement une évolution positive. Toutefois, rien n'indique pour le moment que celui-ci soit amorcé, à l'heure où elles installent leurs tanks le long des voies. Aucune force n'a été en mesure d'éviter les exactions dans les zones occupées. Et l'accord négocié ne rappelle pas le principe d'intégrité territoriale et n'envisage pas le retour des dizaines de milliers de déplacés et réfugiés ossètes et géorgiens. C'est dire combien les populations restent vulnérables.

Or si les dirigeants occidentaux se relaient pour afficher leur soutien à Tbilissi (après B. Kouchner et N. Sarkozy, C. Rice, puis A. Merkel), aucune sanction n'a été prise à l'encontre de Moscou. Les autorités géorgiennes sont bien tardivement contraintes de renoncer à leur foi aveugle dans un soutien inconditionnel de l'Occident et de reconnaître que la tutelle américaine ne constitue pas une garantie de sécurité. Il risque malheureusement de ne plus leur rester une marge de manœuvre suffisante pour agir en conséquence. ■

Démographie

- Lors du dernier recensement soviétique de 1989, on comptait 99 700 habitants en Ossétie du Sud, dont 65 000 Ossètes et 26 000 Géorgiens. La population de l'ensemble de la Géorgie était de 5 millions d'habitants.
- Avant le conflit d'août 2008, environ 50 000 Ossètes et 10 000 Géorgiens en Ossétie du Sud vivaient en Ossétie du Sud, selon la force conjointe de maintien de la paix.



Jos. Schoonbroodt

MICHEL MOLITOR

Jos. Schoonbroodt est mort à septante et un ans, dans la nuit du 18 au 19 août dernier. Il avait rejoint la revue à la fin des années soixante et, depuis lors, il a été de toutes ses aventures éditoriales et autres. Jos. avait commencé sa carrière, comme ouvrier dans une entreprise métallurgique de l'Est de la Belgique. Il a vécu les virages industriels du début des années soixante avec une passion et une colère que l'on retrouvera dans beaucoup des commentaires ou analyses qu'il donnera plus tard. Après avoir été délégué syndical, il mènera de front des études universitaires et un travail journalistique à la *Cité*. Ayant définitivement opté pour une profession de journaliste, il assurera les chroniques économiques et sociales de ce quotidien, puis il couvrira l'actualité politique avant d'en devenir le directeur. Jos. avait un véritable talent de vulgarisateur ; il était capable d'expliquer les chiffres et de les faire parler de manière claire. Dans *La Revue nouvelle*, il laissait de côté le commentaire de l'actualité immédiate pour s'attacher à dégager les mouvements de fond qui marquaient la vie politique ou économique. Démocrate convaincu, critique acerbe des nouvelles formes du capitalisme, pourfendeur du néolibéralisme et de

ses thuriféraires politiques ou académiques, il avait l'art de poser les bonnes questions. Très accrocheur dans les débats, parfois buté, mais toujours arc-bouté sur ses convictions, il avait un caractère fort et parfois ombrageux qui n'a pas facilité son action de directeur de la *Cité*. Jos. Schoonbroodt avait un sens très aigu de la solidarité, de toutes les solidarités. Convaincu que la pratique de la solidarité sous toutes ses formes était la seule manière de reconstruire du lien social dans une société ravagée par les égoïsmes individuels et collectifs, il la pratiquait très concrètement. Ses camarades de *La Revue nouvelle* n'ont pas oublié qu'il leur a offert l'hospitalité des locaux de la *Cité*, rue Saint Laurent, lors d'un de ces épisodes de grave déroute financière qui a régulièrement marqué son existence. Jos. avait l'amitié discrète, bourrue, mais profonde. À sa manière, Jos. a marqué notre aventure collective. À la manière de l'équipage des *Copains d'abord* de Georges Brassens, il restera longtemps quelque chose de lui parmi nous. ■

Dans ce numéro, on peut également relire l'article de Jos. Schoonbroodt, « L'autocoat de l'hiver soixante », paru dans le dossier de *La Revue nouvelle*, « Made in sixties », d'avril-mai 1988.